



## Communiqué

### Ils ont choisi l'affrontement !

Sur le fond comme sur la forme, le C.T.P.M du 7 juillet a fourni l'occasion à Messieurs Breton et Coppé de confirmer leurs orientations.

Ces derniers ont donc décidé de procéder à un troc et un dépeçage des missions de différentes directions du ministère en refusant d'écouter les critiques et propositions alternatives formulées par les organisations syndicales.

Contrairement au discours tenu le 22 Avril, le temps nécessaire à l'instauration d'une discussion contradictoire sur le contenu, le rythme et les moyens d'une réelle modernisation des services n'a pas été laissé aux agents et à leurs représentants.

Dans leur volonté effrénée d'approfondir une « culture de la performance » au mépris des conditions de travail des agents, ils ont décidé de supprimer 2608 emplois budgétaires. Oser affirmer que cela n'aura aucune conséquence sur la capacité du MINEFI à remplir ses missions ne relève pas du vœu pieu mais du mensonge.

Maintenir l'intégralité des rémunérations pour les agents frappés par les restructurations, mais aussi instaurer une prime au mérite ou réserver quelques logements supplémentaires ne sauraient convaincre qui que ce soit de la réalité de l'ambition sociale affichée.

Le 7 Juillet, les ministres ont clairement signifié quelle était leur conception des relations sociales :

**Imposer les décisions, nier les réalités, refuser de prendre en compte les propositions alternatives et les revendications portées par les Organisations syndicales.**

Ils ont également explicité leur vision sur la nature des missions du ministère :

Le MINEFI devrait être maintenant une seule administration de service à destination principalement des entreprises.

Pour la fédération des finances C.G.T, la tonalité et la finalité des discours ministériels, inacceptables, sont en phase avec le discours de politique générale du premier ministre. Aussi, comme monsieur De VILLEPIN, Messieurs BRETON et COPPE ont fait le choix de la confrontation sociale.

Il est de la responsabilité de toutes les organisations syndicales de construire avec les personnels, dès à présent, les conditions d'une riposte unitaire la plus large possible.

La Fédération des Finances CGT appelle les personnels à décider lors des assemblées générales de rentrée d'actions déterminées, notamment **sous la forme de grèves, inscrites dans la durée.**

Montreuil, le 18 juillet 2005